

**Service Santé et Protection Animales, Certification et Environnement**  
**Unité Environnement**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**RAPPORT D'INSPECTION N° EN 24052**

**ÉTABLISSEMENT AGRO-ALIMENTAIRE**

Informations sur l'établissement		Informations sur l'inspection	
Société : SOCIETE PORC MONTAGNE Adresse : Parc d'activités d'Arsac 32 Allée Durand de Gros 12850 SAINTE RADEGONDE  N° SIRET : 39342235700011 N° d'AIOT : 0006802464		Date : 24 avril 2024 Inspecteur(s) : Personnes présentes :  Inspection programmée : OUI Circonstancielle : NON	Heure : 9 h    Inopinée : NON
Activité principale : 2210			
Titre ICPE en vigueur		Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 92-1363 du 23 juin 1992 Arrêté préfectoral complémentaire n°2007-311-8 du 7 novembre 2007 Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-077-0006 du 18 mars 2014	

**Références réglementaires**

- Code de l'environnement : titre I du livre V : parties législative et réglementaire,
- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux »
- Arrêté du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations relevant du régime de la déclaration, dont la rubrique n° 2355 (Dépôt de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexes des abattoirs) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serres fluorés,
- Arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4802( devenue la rubrique 1185),
- Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

### **Abréviations utilisées - Commentaires**

La grille figurant sur les pages suivantes liste les points évalués au cours de l'inspection.

Les abréviations suivantes sont utilisées pour déterminer la conformité des points inspectés et le champ de l'inspection :

**C** : conforme,

**NC** : non conforme,

**PO** : pas observé, signale les points de la grille qui n'ont pas été inspectés,

**SO** : sans objet, indique que le point ne concerne pas l'atelier inspecté.

La conformité des points contrôlés a été évaluée, en ce qui concerne le fonctionnement, sur l'observation des activités en cours au moment de l'inspection.

### **Contexte de la visite :**

Visite dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection.

L'administration reste dans l'attente d'un dossier de demande d'autorisation dont le principe avait été acté en janvier 2023.

**RUBRIQUE PRINCIPALE N° 2210 / 3641 : ACTIVITÉ D'ABATTAGE**  
**ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 30 AVRIL 2004 - AUTORISATION**

	C	NC	PO	SO	Observations
<b>Situation administrative</b>					
Activités autorisées ou déclarées : Rubrique - Régime - Volume		X			<p>Les travaux d'extension et de construction d'un nouvel entrepôt n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance.</p> <p>Un nouveau dossier de demande d'autorisation devait être transmis au Préfet, reprenant l'ensemble des modifications apportées, dont l'augmentation de production, la modification de la production de froid et les extensions.</p> <p>Ce dossier n'a toujours pas été transmis.</p> <p>Dans cette attente, le tableau des rubriques autorisées / déclarées n'est pas à jour.</p>
2210 - 3641    A        110 t/j		X			Dépassements récurrents des tonnages autorisés : 198 jours en 2023 dont 34 jours > 130 t
2221    A        90 t/j produits entrants			X		
3642    A        80t/j produits finis			X		
2921-b   DC   410 KW		X			<p>Installation utilisée conjointement par SPM et Rodez Abattoir, dont le suivi était assuré par SPM. La TAR est utilisée seulement par Rodez Abattoir depuis la mise en service de la nouvelle installation de froid de SPM.</p> <p>Attente des justificatifs de transmission du dossier de la TAR à Rodez Abattoir.</p>
4735    A – 9 t		X			<p>Conforme pour les quantités présentes ( 9 t autorisées : selon APC du 18 mars 2014, installation exploitée conjointement par SPM et Rodez Abattoir) .</p> <p>Non conforme en l'absence des compléments au porter à connaissance / nouveau dossier de demande d'autorisation suite aux travaux réalisés : nouvelle installation de froid propre à SPM, entrepot.frigorifique.</p> <p>Selon une fiche transmise suite à l'inspection, la quantité d'ammoniac détenue est de 2 700 kg sur l'installation propre à SPM.</p>
<b>Dispositions générales</b>					
APA Respect des tonnages autorisés		X			Cf ci-dessus.
Art.4 Accès aux installations	X				<p>Globalement conforme.</p> <p>Cependant, lors de la visite, le portail entre SPM et Rodez Abattoir était ouvert</p>
Art.10 Préventions – lutte contre les incendies			X		<p>L'ensemble des locaux est sprinklé .</p> <p>Attente du nouveau dossier de demande d'autorisation incluant une étude justifiant des besoins en eau d'extinction .</p>
<b>Prévention des accidents et des pollutions, y.c. par les eaux pluviales</b>					
Art.14 Réseau de collecte des eaux pluviales. Dispositif / consigne d'isolement.		X			<p>Absence d'étude justifiant le volume d'eau d'extinction nécessaire, le volume de rétention requis et les modalités de mise en œuvre de la rétention pour les extensions réalisées.</p> <p>Remarque : dans le cadre du nouveau dossier de demande d'autorisation, les dispositions de l'article 26 ( confinement des eaux d'incendie) de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation s'appliquent. Les modalités de confinement des eaux incendie du site devront être justifiées.</p>

	C	NC	PO	SO	Observations
<b>Prélèvement en consommation d'eau</b>					
Art.20 Respect consommation d'eau par kg de carcasse (< 6L / kg)	X				Ratio compris entre 2 et 3 m³/t, mais qui s'est dégradé de 2021 à 2023.  Consommations :  Remarque : les volumes prélevés à partir du réseau public d'AEP sont supérieurs aux volumes autorisés à l'article 3.1.1 de l'APC du 07/11/2007 ( APC obsolète).
Art.21, 22, 23 Conditions de prélèvement (réseau public, cours d'eau ou forage) / présence disconnecteur			X		
Art.21 Compteur ou relevés réguliers de la consommation (détection fuites)	X				Analyse mensuelle des consommations d'eau
<b>Traitement et rejet des effluents liquides</b>					
Art.25 Canalisations de collecte (nature, entretien...) / Plan à jour des réseaux			X		
Art.26 Description dispositif prétraitement	X				Propre à SPM : Relevage, Dégrillage, Séparateur FAN maille 0,5 mm, débitmètre, préleveur  Commun avec Rodez Abattoir : cuve tampon, pompage, dégraisseur/ flottateur, débitmètre, préleveur  La pollution provenant de SPM représente environ 30 % de la pollution du site ( SPM + Rodez Abattoir)
Art.26 Conception et entretien du dispositif de prétraitement/Système de dégrillage à mailles de 6 mm	X				
Art.28 Art 3.3.6 de l'APC du 07/11/2007 Rejets - Respect des valeurs limites d'émissions ( traitement externe)		X			Rejet global SPM + Rodez Abattoir  Dépassements récurrents des VLE fixées par l'arrêté complémentaire du 7/11/2007 – Période observée 2023-2024 En flux journalier : sur les paramètres DCO, DB05, NTK  Les flux journaliers restent cependant inférieurs aux maximum fixés dans la nouvelle convention de déversement de 2023.  Les VLE de l'APC de 2007 sont obsolètes et devront être revus dans le dossier de demande d'autorisation à venir.  Remarque : il semblerait que l'installation ait été prévue pour injecter des polymères, non mis en œuvre actuellement. La faisabilité et l'efficacité d'une injection de polymère sur la qualité des rejets mériteraient d'être étudiés.
Art 29-30 Traitement des boues, graisses et déchets issus du traitement des effluents			X		
<b>Sous-Produits</b>					
Art.19 Conditions de stockage des sous-produits animaux	X				
Art.29 Devenir des sous-produits animaux			X		
Art.30 Devenir des matières recueillies lors du pré-traitement et des boues de curage des canalisations en amont du prétraitement			X		

	C	NC	PO	SO	Observations
<b>Epandage</b>					
Art.31 Plan et règles d'épandage, Programme prévisionnel d'épandage Bilan annuel des épandages			X		Les sciures ne sont plus épandues mais envoyées en méthanisation. Bordereaux pas observés.
<b>Surveillance des émissions</b>					
Art.32, 33 Programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés	X				Globalement conforme, bien que les derniers résultats n'aient pas été transmis à l'inspection des installations classées via GIDAF. Cette transmission est gérée par Rodez Abattoir.  Prétraitement et rejet commun avec Rodez Abattoir.
<b>Bruits et vibrations</b>					
Art.35 Respect des valeurs limites d'émissions	X				Une campagne de mesure de bruit a été réalisée le 09/05/22. Résultats conformes.
Art.36 Absence de plaintes	X				

**RUBRIQUE 4735**  
**ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 16/07/97 INSTALLATIONS DE RÉFRIGÉRATION EMPLOYANT**  
**L'AMMONIAC SOUMISES À AUTORISATION**

	C	NC	PO	SO	Observations
<b>Situation administrative</b>					
Activités autorisées ou déclarées : Rubrique - Régime - Volume		X			<p>Cf rubrique principale</p> <p>La création d'une nouvelle installation de froid propre à SPM ( démarche similaire menée par Rodez Abattoir) dans une nouvelle salle des machines constitue une amélioration certaine au regard du risque lié à l'emploi d'ammoniac.</p> <p>Néanmoins le dossier transmis à l'inspection des installations classées est notoirement insuffisant et ne justifie pas du respect des prescriptions générales applicables.</p>
Art 19. Implantation		X			Aucune étude de danger n'a été réalisée au regard du risque ammoniac depuis la création du site en 1992, ni en ce qui concerne la nouvelle installation.
Art 41. Affichage des consignes		X			Un affichage est bien présent à l'entrée de la salle des machines mais il est incomplet : ne sont pas indiqués : la quantité d'ammoniac, les coordonnées des personnes à contacter ( responsables du site, responsables de la maintenance)...
Art 42. détecteurs	X	X		X	<p>Présence de détecteurs dans la salle des machines.</p> <p>Cependant dans la galerie technique qui comporte des canalisations de CO2 et d'ammoniac, seul un détecteur de CO2 est présent. En outre la salle des machines communique en partie haute avec la galerie par un simple caillebotis. ( point à expertiser et à justifier par l'exploitant).</p> <p>La liste des détecteurs prévue à l'article 42 et l'étude préalable d'implantation n'ont pas été observés</p>
Art 43. rétention		X			<p>Selon l'exploitant l'ensemble la salle des machines fait l'objet d'une rétention avec un puisard comportant une détection d'ammoniac avant reprise par pompage vers le réseau d'eaux pluviales.</p> <p>On observe cependant la présence d'un autre siphon de sol dans la salle des machines.</p> <p>La capacité et les modalités de mise en œuvre de la rétention sont à justifier.</p>

**RUBRIQUE 2921****ARRÊTÉ DU 14/12/13 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE LA DÉCLARATION AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2921**

	C	NC	PO	SO	Observations
<b>Situation administrative</b>					
Situation administrative		X			La TAR était commune aux deux abattoirs et gérée par SPM. Suite à la mise en service de la nouvelle production de froid de SPM, l'exploitation de la TAR a été assurée par Rodez Abattoir . Il était demandé à SPM d'adresser à l'IIC les justificatifs de la transmission à Rodez Abattoir de l'ensemble du dossier relatif à la TAR, d'autant que des résultats d'analyse >1000 UFC nécessitaient des actions curatives. Or aucun élément n'a été transmis.
Art 1.4. Dossier installation classées		X			Absence de justification de la transmission du dossier à Rodez abattoir
Art 3.7.I.1.a. Analyse méthodique de risque	X				L'AMR a bien fait l'objet de révisions, la dernière en octobre 2022.
Art 3.7.I.3. Surveillance de l'installation	X				Conforme jusqu'à l'arrêt de l'utilisation par SPM.
Art 3.7.I.V et 3.7.V . carnet de suivi		X			Absence de justification de la transmission du carnet de suivi à Rodez abattoir. Tenue du cahier : pas observé.

**Récapitulation des non-conformités – Évaluation globale :**

L'établissement est globalement bien exploité.

L'inspection des installations classées reste cependant dans l'attente du dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation suite à l'augmentation des tonnages abattus et aux travaux réalisés pour lesquels un porter à connaissance partiel (production de froid) et incomplet ( ne comportant pas tous les éléments d'appréciation) avait été transmis.

L'absence de transmission de ce dossier est susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure.

Concernant plus particulièrement la rubrique 4735 : en l'absence de dossier précis, une visite rapide non exhaustive de l'installation a été faite. Seuls quelques points ayant fait l'objet d'un constat sont mentionnés dans le présent rapport.

Concernant la tour aéro réfrigérante : La demande de transmission à l'inspection des installations classées des justificatifs de la remise du dossier de la TAR à Rodez Abattoir n'a pas été suivie d'effet.

A Rodez, le 21 juin 2024

Les inspecteurs